

**M. McIlraith:** Elle est, en importance, la dixième de la province.

**M. Fleming:** ... j'ai posé une question au premier ministre. Je lui ai demandé s'il était juste, selon lui, que la circonscription d'Hastings-Frontenac fût établie de la façon proposée par la majorité ministérielle au comité du remaniement, alors que cette circonscription compte plus de 43,000 habitants, tandis que la circonscription voisine de Renfrew-Sud, représentée par le ministre du Revenu national, n'a pas la moitié de sa superficie et compte seulement 31,000 âmes. Ma question est restée sans réponse. Le premier ministre a eu toutes les occasions voulues d'y répondre, mais il s'est bien gardé de le faire. Le premier ministre a ensuite voté contre notre amendement.

Ce qui s'est passé ici hier après-midi nous a permis de juger de la valeur des belles paroles que le premier ministre a prononcées hier matin à son profit et à celui de ses adhérents. Nous jugerons ces paroles à la lumière des votes recueillis, à la lumière de faits, comme celui dont je viens de parler, où l'on a, somme toute, favorisé le ministre du Revenu national en ajoutant quarante-neuf townships à l'énorme circonscription d'Hastings-Frontenac, qui compte environ 35 p. 100 de plus d'habitants que la circonscription beaucoup plus petite de Renfrew-Sud, sa voisine.

Des adeptes du Gouvernement m'ont, hier midi, tenu ce langage: "Rappelez-vous ce que le premier ministre a dit ce matin. Vous n'y avez pas porté une attention suffisante. Il a dit que, lors de la mise en délibération des cas qui ont été particulièrement soulignés, chaque cas sera étudié en toute objectivité et chaque député pourra en venir à de justes conclusions et se prononcer comme il convient". On m'a dit que, dans l'opposition, nous devrions cesser la lutte parce que le premier ministre avait effectivement dit que, si nous attendions l'étude de chacun des cas particuliers de l'annexe, tout serait parfait et qu'on apporterait des changements qui satisfieraient tout le monde. Des gens m'ont dit: "Pourquoi continuez-vous la lutte?"

**M. Rooney:** Avez-vous cru à cela?

**M. Fleming:** Non, je n'y ai pas cru. Il y a trop longtemps que je fréquente les libéraux pour croire pareille chose. Cela nous four-nissait cependant l'occasion de vérifier la valeur de ces cajoleries et nous avons vu hier après-midi, lorsque nous avons étudié chacun de ces cas,...

**L'hon. M. Martin:** Ne brisez pas le pupitre.

**M. Fleming:** Il est malheureux que le ministre de la Santé nationale et du Bien-Être social ne soit pas à mon pupitre en ce moment.

**M. Graydon:** Mieux vaut briser un pupitre qu'une promesse.

**M. Fleming:** Nous avons eu l'occasion hier de vérifier quelle valeur il fallait attacher aux belles paroles du premier ministre: attendez qu'on en vienne aux cas particuliers; chacun agira de façon indépendante et fera ce qui s'impose; vous pouvez compter sur les membres de notre groupe; ce sont tous de chics types à l'esprit indépendant, qui sauront trouver une juste solution dans ce cas. On sait comment cela s'est passé,—un vote sur 555 du côté du gouvernement était indépendant,—et ce n'est pas celui du premier ministre.

Le Gouvernement n'a pas cédé un pouce dans aucun de ces cas de tripotouillage flagrant et honteux. Il n'a pas cédé un pouce de terrain après les belles paroles d'hier matin. Vu ce qui s'est passé, monsieur l'Orateur, vu le désir exprimé par les honorables députés que les énoncés faits à la Chambre soient sérieux, n'aurait-il pas beaucoup mieux valu que le premier ministre ne dise rien du tout hier matin?

Puis, au cours du débat, nous avons vu mettre à jour l'attitude des plus cyniques qu'adopte le Gouvernement; ce dévoilement en dit long sur les motifs de cette façon éhontée de procéder. On se rappelle que j'exprimais l'avis que le public devrait avoir l'occasion de se prononcer sur les propositions relatives aux limites des circonscriptions, parce qu'en définitive c'est le public qui subira les effets du vote, qu'il n'y avait donc pas lieu de procéder à la hâte mais de réserver la question puisque la Chambre aurait amplement l'occasion d'en reprendre l'examen plus tard, étant appelée à se réunir de nouveau le 20 novembre. Or, le *hansard* publie mes observations et certaines interpellations qui figurent à la page 4363 du compte rendu des délibérations d'hier matin:

En de telles circonstances, qu'y aurait-il de plus juste que de permettre à la population d'avoir amplement l'occasion d'étudier la question afin d'exposer ses vues aux députés, qui, en fin de compte, auront la responsabilité de voter pour ou contre l'adoption du bill et de l'annexe?

L'hon. M. Abbott: Le public ne s'intéresse pas à la question, seuls les députés s'en préoccupent.

M. Mutch: L'honorable député surestime l'intérêt que porte la population à nos délibérations.

M. Fleming: Voilà une déclaration qui en dit long. Le ministre des Finances déclare que le public ne s'intéresse pas à la question et l'adjoint parlementaire...

Des voix: Non!

M. Fleming: Si! C'est bien ce qu'il a dit.

M. McIlraith: Non, il n'a pas dit cela.

**M. McIlraith:** Que l'honorable député termine la citation.

**M. Fleming:** L'honorable député dont il est question en dernier lieu a dit que le ministre des Finances...